

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 20/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LE PROGRES

103 av du Progrès
69680 Chassieu

Références : UDR-CTESSP-23-144-FV
Code AIOT : 0010600294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement GROUPE PROGRES SA implanté 103 AVENUE DU PROGRES 69680 Chassieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le Progrès exploite à Chassieu notamment des activités d'imprimerie soumise à autorisation. Par courrier du 13 juin 2005, l'exploitant a transmis au préfet un dossier d'information de modifications avec cessation d'exploiter certaines activités classées et libération de terrains. Par courrier du 12 décembre 2019, l'Inspection a demandé des compléments à l'exploitant qui a répondu par courrier du 18 janvier 2022. La présente inspection a pour objet de faire un point sur la cessation d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE PROGRES SA
- 103 AVENUE DU PROGRES 69680 Chassieu
- Code AIOT : 0010600294
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les terrains libérés (parcelles BY180 et 387, 20 000m² environ) sont aujourd'hui propriété de la Métropole de Lyon.

Les bâtiments annexes (sauf le local transformateur) ainsi que la moitié du bâtiment principal ont été démolis.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sols pollués
- mise en sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remise en état	Décret du 09/06/1994, article 34-1	/	Sans objet
2	Notification	Décret du 09/06/1994, article 34-1	/	Sans objet
3	Risques d'incendie et d'explosion	Décret du 09/06/1994, article 34-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection considère que les installations exploitées par Le Progrès sur les parcelles BY180 et 387 ont été régulièrement réhabilitées.

Néanmoins l'Inspection rappelle qu'en cas de découverte ultérieure de pollution de sols ou de la nappe en lien avec l'exploitation des installations classées, le préfet pourra imposer à l'exploiter les mesures de gestion adéquates (R512-39-5 du code de l'environnement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Décret du 09/06/1994, article 34-1
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée.</p> <p>Le préfet peut à tout moment imposer à l'exploitant les prescriptions relatives à la remise en état du site, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article 18 ci-dessus.</p>
Constats : Le dossier d'information de modifications avec cessation d'exploiter certaines activités classées de mars 2005 conclut que le site est banalisable selon la méthodologie de gestion des sols pollués de l'époque. <p>2 puits sont signalés à l'angle nord-est. D'après le courrier du 18 janvier 2022, le propriétaire a donné son accord pour les conserver.</p> <p>Aussi un bon de commande du 14/12/2007 pour l'étanchéité de 2 forages a été transmis à l'Inspection. Il s'agit a priori des 2 puits de l'angle nord-est. L'Inspection a constaté qu'un des puits était recouvert de plaque béton, le deuxième d'une grille sans pouvoir constater s'il a été bouché en surface.</p> <p>Les puits perdus (à l'ouest de la villa du CE et à l'est de la cantine) dont il est fait mention dans le dossier de 2005 n'ont pas été retrouvés sur le site. Ils ont probablement été comblés lors de la démolition des bâtiments.</p> <p>Trois transformateurs ont été vus dans le bâtiment principal. D'après le propriétaire, ils ont été vandalisés en 2019 mais ne contenaient pas de PCB (des analyses ont été réalisées).</p> <p>De plus, un transformateur est a priori présent en limite de propriété dans un bâtiment dédié et fermé par un cadenas.</p> <p>Le site est gardienné 24h/24 d'après le propriétaire.</p> <p>L'Inspection a pu constater la présence du gardien.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Notification

Référence réglementaire : Décret du 09/06/1994, article 34-1
Thème(s) : Situation administrative, Notification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. L'exploitant qui met à l'arrêt définitif son installation notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci.
Constats : L'exploitant a notifié par courrier du 13 juin 2005 l'arrêt définitif de ses activités sur la partie nord du site (au 93 avenue du progrès). Le dossier de 2005 (pg6) fait état d'un changement d'exploitant pour des installations de réfrigération (670kW – fluide frigorigènes) et 4 chaudières de l'ancienne chaufferie centrale fonctionnant au gaz naturel. L'Inspection n'a pas constaté la présence d'installations de réfrigération ni de chaudières. Ces installations sont considérées comme arrêtées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Décret du 09/06/1994, article 34-1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Dans le cas des installations soumises à autorisation, il est joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, et pouvant comporter notamment :</p> <p>1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;</p> <p>3° L'insertion du site de l'installation dans son environnement ;</p> <p>[...]</p> <p>Le préfet consulte le maire de la commune concernée. En l'absence d'observations dans le délai d'un mois, son avis est réputé favorable.</p> <p>Constats : De nombreux déchets sont présents sur le site mais sans lien apparent avec l'exploitation des installations classées (pneus, futs, électroménagers,...). Ces dépôts sont probablement en lien avec le squat du terrain qui a eu lieu pendant la période COVID. Le propriétaire du terrain indique que de nouvelles investigations de sols seront réalisées dans le cadre d'un projet de réutilisation du site et que l'évacuation des déchets est prévue.</p> <p>Le dossier de 2005 a été élaboré selon la méthodologie de l'époque et conclut que le site est banalisable. Aucun impact n'a été mesuré dans les sols (2 sondages – 4 prélèvements-au droit du champ d'épandage des eaux usées) et la nappe (1prélèvement du puits de 100m3/h). Les hydrocarbures totaux, les métaux (Ag, Pb, Zn) et les BTEX ont été mesurés.</p> <p>Par courrier du 12 décembre 2019, l'Inspection a demandé des précisions à l'exploitant sur ce dossier, notamment sur les investigations réalisées.</p> <p>Par courrier du 18 janvier 2022, l'exploitant a répondu aux demandes de l'Inspection et a notamment indiqué que des investigations complémentaires ont été réalisés en 2013 par le propriétaire du site. Une vingtaine de sondages ont été réalisés. Les COHV, HAP, métaux et PCB ont été analysés en plus des paramètres précédemment mesurés. Aucun impact significatif n'est signalé et aucune investigation complémentaire n'est préconisée.</p> <p>Dans son dossier de 2005, l'exploitant s'engage notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - évacuer les matériels non réutilisables dans l'extension du bâtiment principal (rotatives,...) ; - démanteler et évacuer 4 groupes électrogènes ; - supprimer les trois compresseurs à air comprimer ; - modifier le système de refroidissement pour passer en circuit fermé ; - évacuer 4 transformateurs au PCB (facture transmise pour 2 d'entre eux par fax du 6/1/2006) ; - évacuer les déchets consécutifs au démontage des installations ; - clôturer les terrains. <p>L'Inspection constate que ces engagements ont été respectés hormis pour les transformateurs</p>

que le propriétaire a indiqué souhaiter conserver.

Par courrier du 24 mars 2022, l'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir consulté le maire de Chassieu et la Métropole de Lyon sur le dossier de 2005. Dans son courrier en réponse du 12 mai 2022, la Métropole n'a pas indiqué de commentaire sur ce dossier.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet